

Émancipation et développement du pouvoir d'agir des citoyens

Virginie Poujol¹,
anthropologue, directrice,
Laboratoire d'études et de recherche
sur l'intervention sociale
(Léris), Montpellier.

L'ouvrage du Laboratoire d'études et de recherche sur l'intervention sociale (Léris²), *L'Émancipation comme condition du politique. L'agir social réinterrogé* [1], est le fruit d'un travail collectif de deux ans et se propose de traiter un des fils rouges qui traversent les travaux menés au Léris, celui de l'émancipation. La participation des habitants, la parole donnée aux jeunes, l'*empowerment* (le développement du pouvoir d'agir), l'action communautaire, la démocratie participative, le design social – « le "social" du design social renvoie à des projets prenant en charge les besoins et les aspirations de catégories de population très vulnérables et les injustices dont elles sont victimes³ »... Autant de modalités contemporaines de l'« agir social » qui se réclament d'une perspective citoyenne concrète.

Fondamentalement, ces modalités s'appuient toutes sur l'un des héritages de la Révolution française qui pose le principe universaliste de l'égale liberté de chaque être humain et la possibilité pour chaque citoyen de participer à la conduite de la *Res publica* (le bien public).

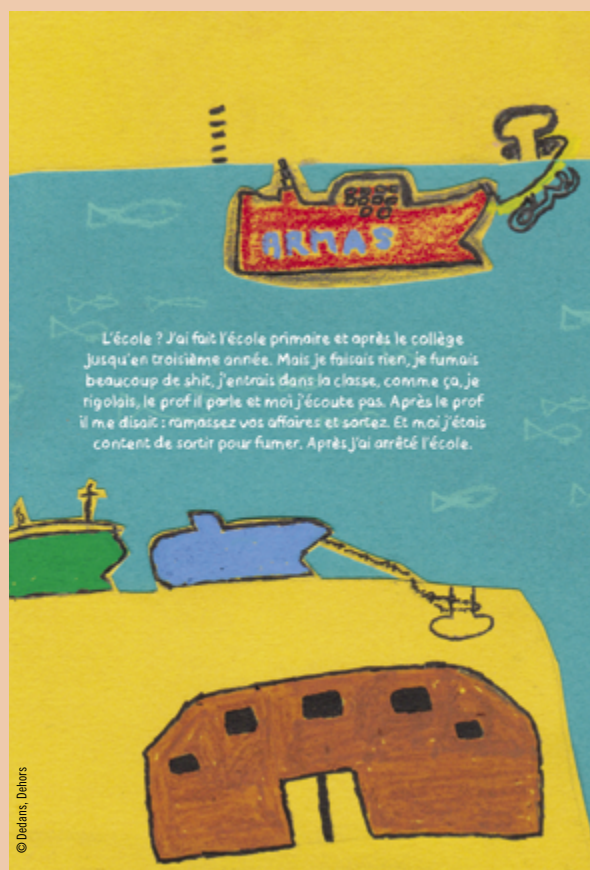
Mais cette perspective se heurte à la dure réalité d'une très grande inégalité de fait qui se traduit par de multiples formes de domination, d'aliénation, d'assujettissement, d'empêchement. Pour beaucoup, l'idée même de pouvoir intervenir sur la conduite du monde, même modestement, en essayant de participer à la transformation, au quotidien, de son environnement le plus immédiat, reste au mieux une utopie, au pire un impensé.

Cette volonté explicite, dans toutes ces modalités d'innovation sociale, d'un accès pour tous à plus de politique, par la diversité des voies que nous avons évoquées – et par probablement bien d'autres – reste le plus

souvent une injonction mal comprise, voire une illusion sans effet sur l'ordre des choses. Participer, s'impliquer, agir sur son environnement, tout cela suppose au préalable pour les acteurs de se concevoir comme

un parmi d'autres égaux en droit, d'être conscient des éléments complexes qui interagissent et expliquent les situations souvent difficiles dans lesquelles on se débat, de se penser alors capable d'agir, seul et avec d'autres. Autant d'étapes dans des évolutions personnelles ou professionnelles, qui ne peuvent se gagner progressivement que par la confrontation organisée, individuelle et collective, à des situations-problèmes qui seront travaillées pour être surmontées. Ce processus émancipateur, qui fait qu'à plusieurs et, bien souvent, avec un accompagnement *ad hoc*, on se découvre parcelle d'Humanité, pensant et agissant, est la condition de l'accès au politique.

L'émancipation, aujourd'hui, est au cœur de projets associatifs, de politiques publiques, de références institutionnelles, mais qu'en est-il réellement de sa perspective citoyenne ? En effet, si l'émancipation est souvent perçue comme « une évidence intuitive », elle est aussi vécue, plus ou moins consciemment, comme un risque : celui de la subversion (au sens premier), c'est-à-dire celui de l'immaîtrisable bouleversement de l'ordre des choses. La place des professionnels est importante dans ce processus, c'est la conflictualité et la négociation qui doivent être réappropriées : là où il n'y a pas de contradiction, il n'y a pas d'émancipation. L'accompa-



L'école ? J'ai fait l'école primaire et après le collège jusqu'en troisième année. Mais je faisais rien, je fumais beaucoup de shit, j'étais dans la classe, comme ça, je rigolais, le prof il parle et moi j'écoute pas. Après le prof il me disait : ramassez vos affaires et sortez. Et moi j'étais content de sortir pour fumer. Après j'ai arrêté l'école.

gnement doit donc porter davantage sur les processus que sur les résultats. Il reste à construire ces espaces de travail avec la puissance publique pour accepter la contradiction et mesurer ce qui est produit en faisant évoluer les logiques évaluatives descendantes. ■

1. Virginie Poujol, co-coordinatrice de ce dossier central, vient de cosigner avec Olivier Douard le livre *L'Émancipation comme condition du politique, L'agir social réinterrogé*. Nous lui avons demandé d'en résumer quelques faits saillants : l'émancipation est une « condition préalable » à l'*empowerment*, c'est-à-dire au développement du pouvoir d'agir des citoyens.

2. Pour plus d'information, voir le site : www.leris.org.

3. Selon Alain Findeli, longtemps professeur titulaire à l'école de design industriel de l'université de Montréal, professeur à l'université de Nîmes. En ligne : http://www.sfe-asso.fr/sites/default/files/document/le_design_social_par_alain_findeli.pdf

RÉFÉRENCE BIBLIOGRAPHIQUE

[1] Poujol V., Douard O. (dir.) *L'Émancipation comme condition du politique, L'agir social réinterrogé*. La Plaine-Saint-Denis : Éditions ÉdiLivre, août 2018 : 290 p. En ligne : <https://www.edilivre.com/l-emancipation-comme-condition-du-politique-virginie-poujol-et-o.html>